

Gouvernement-partenaires sociaux du secteur éducation Vers une année scolaire apaisée ?



...peu avant la visite des chantiers, par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale.



Les partenaires sociaux du secteur éducation...

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

C'est du moins le vœu émis, hier, entre le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale et les responsables des syndicats du secteur de l'Éducation, au terme de leur rencontre qui a eu lieu hier, à l'hôtel Palme d'Or de Libreville. Celle-ci a été suivie d'une visite du Premier ministre sur les sites en construction des lycées et collèges d'enseignement général et technique de Libreville et de Bikélé.

DANS la suite du Dialogue social engagé le 23 avril dernier par le Gouvernement et les partenaires sociaux du secteur éducation, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale a rencontré, hier, dans un hôtel de Libreville, les responsables des syndicats de l'Éducation nationale, afin de discuter des voies et moyens d'aborder, sous les meilleurs auspices, la nouvelle année scolaire prévue démarrer dans les tout prochains jours. C'était en présence du ministre en charge de l'Éducation nationale, Michel Menga M'Essone. Le chef du gouvernement a saisi cette occasion pour partager avec ses

interlocuteurs, les préoccupations, les espoirs et les défis auxquels sont confrontés son équipe et lui, dans la recherche d'une école gabonaise plus performante. Ainsi, il n'a pas manqué de rappeler à chacun de ces acteurs la responsabilité collective qui est la leur dans le combat qui vise à faire retrouver à l'école gabonaise ses lettres de noblesse. Non sans rassurer aux partenaires sociaux toute la disponibilité du gouvernement de les accompagner pour relever ce grand défi. Jouant franc-jeu, Julien Nkoghe Bekale n'a pas hésité d'aborder, avec à ses interlocuteurs, le chronogramme de construc-

tion des infrastructures scolaires. Une réponse à la problématique du déficit des infrastructures scolaires. On retient que pour atteindre l'objectif de 35 élèves par classe, le gouvernement compte construire pour le compte de l'année académique 2019-2020, 803 salles de classe pour un ratio de 60 élèves par classe. Puis, pour l'année 2020-2021, 862 salles de classe pour un ratio de 50 élèves; en 2021-2022, 1 315 salles de classe pour 40 élèves par classe et enfin, en 2022-2023, 1 164 salles de classe pour 35 élèves par classe. La construction des établissements de formation des enseignants ne sera

pas en reste. D'autant plus que, selon le Premier ministre, le gouvernement entend réorganiser l'École normale supérieure (ENS) afin qu'elle retrouve ses missions premières. Dans cette dynamique de restructuration, a-t-il également indiqué, l'inspection pédagogique devrait être elle aussi réhabilitée. Les situations administratives du personnel enseignant devraient également connaître, "dans quelques mois une amélioration progressive". Au regard des 800 attestations de recrutement délivrées dernièrement par le gouvernement, dans le secteur éducatif. "Nous devons contribuer, chacun à

son niveau, à porter l'école gabonaise vers l'excellence, une école qui forme des esprits sains dans un corps sain", a déclaré le Premier ministre face à ses partenaires sociaux. En attendant, les responsables des structures syndicales de l'éducation se sont félicités de la démarche du patron de l'administration. Avant de lui proposer de revisiter "la problématique des écoles de formation des enseignants (ENS et ENI), les reclassements, la sécurité dans les établissements, la question des assurances des élèves et les affectations des enseignants, gage d'une année scolaire apaisée".

À la veille de la rentrée scolaire et universitaire Le gouvernement face à de nombreuses attentes

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

À quelques semaines de la reprise des cours, de nombreuses interrogations subsistent dans les esprits de plusieurs apprenants.

DANS quelles conditions écoliers, collégiens, lycéens et étudiants du Gabon reprendront-ils, dans quelques jours, le chemin de leurs salles de classes et amphithéâtres ? Pour y voir plus clair et tenter de dissiper toute inquiétude qui pourrait subvenir dans les esprits des uns et des autres, le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, a réuni, le 11 septembre dernier, les membres de son équipe en charge de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur. Histoire de faire le point sur certains dossiers brûlants qui pourraient contrarier les prochaines rentrées scolaire et universitaire. Avec comme risque à la clé, une reprise des cours perturbée du fait, entre autres, de



Les ministres de l'Éducation nationale, Michel Menga M'Essone, et de l'Enseignement supérieur, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, récemment aux côtés du chef du gouvernement.

la non prise en compte des préoccupations exprimées par les partenaires sociaux et les apprenants. D'autant plus que, depuis bientôt trois ans, les années scolaires se déroulent plus ou moins normalement. En tout cas, elles ne sont pas aussi perturbées que celles vécues aux heures les plus chaudes des revendications des principaux syndicats du secteur éducatif. Quoi qu'il en soit, au cours de la rencontre présidée par le Premier ministre,

le ministre de l'Éducation nationale, Michel Menga M'Essone, tout comme son collègue de l'Enseignement supérieur, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, avaient indiqué que des dispositions avaient été prises pour résoudre un certain nombre de problèmes. Notamment la situation des enseignants en présalaire, la problématique des infrastructures en milieu scolaire et universitaire, l'insécurité aux abords des établissements scolaires,

etc. Ce qui pourrait augurer d'une prochaine année scolaire et universitaire sans heurts. Pour autant, difficile de croire que toutes les inquiétudes et interrogations des élèves, lycéens, étudiants, enseignants et autres syndicalistes soient levées. Vu que, à quelques semaines de la rentrée des classes, ils s'interrogent pour savoir si leurs établissements respectifs seront suffisamment pourvus en tables-bancs. Surtout que

ces derniers temps, dans bon nombre de ces structures scolaires, le déficit était palpable et réel. Au-delà, ils aimeraient sans doute connaître le nombre d'écoles primaires, collèges et lycées qui ont été effectivement réhabilités. Et pour ceux qui ne l'ont pas été, s'ils le seront pendant l'année scolaire. De même, les étudiants orientés dans les établissements supérieurs privés connaîtront-ils le même sort que leurs prédéces-

seurs, du fait des impayés de l'État ? Bref, quelles devraient être les modalités de la prochaine rentrée des classes en terme matériel et, pourquoi pas, d'innovations pédagogiques ? Ceci pour signifier qu'en sus des assurances données au chef du gouvernement, les ministres de l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur gagneraient sans doute à lever toute zone d'ombre dans les esprits des uns et des autres.



Comme bon nombre de leurs camarades à travers le pays, les écoliers de cette école primaire de Fougamou aimeraient voir leurs conditions d'études s'améliorer.